

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire n° 1318 - 23 juin 1988 - 2 F

D 1318 COSTA RICA : BILAN DES COMMISSIONS DE RECONCILIATION EN AMERIQUE CENTRALE

La capitale du Costa Rica, San José, a été le théâtre, du 2 au 4 mai 1988, de la 1ère Rencontre régionale des Commissions nationales de réconciliation issues de l'accord de paix du 7 août 1987 signé à Guatemala-Ville entre le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua (cf. DIAL D 1231). A l'exception d'El Salvador, chaque commission nationale avait envoyé une délégation (un seul membre pour la commission du Nicaragua). La rencontre internationale était placée sous l'égide du secrétariat général du Conseil supérieur universitaire d'Amérique centrale, de San José. Le cas du Costa Rica étant à part puisqu'il n'y a pas d'opposition armée, El Salvador est dans l'impasse totale suite à la suppression de la commission de réconciliation; le Honduras, dernier à constituer sa commission, n'avance qu'à très petits pas; le Guatemala reste marqué d'une volonté de pacification, les difficultés venant surtout des milieux militaires; quant au Nicaragua, c'est là que les avancées ont été les plus spectaculaires puisque la négociation entre parties en conflit est désormais directe et qu'un accord de cessez-le-feu est déjà signé et en voie de règlement définitif.

Note DIAL

POINT DE VUE DU PRÉSIDENT ARIAS SUR L'AVANCEMENT DE L'ACCORD DE PAIX

(Extrait d'une conférence de presse du
8 mai 1988 pour le deuxième anniversaire
de sa présidence)

A l'évidence les commissions de réconciliation nationale d'Amérique centrale n'ont pas travaillé comme on l'aurait souhaité. Il se trouve qu'en politique le souhaitable n'est pas toujours possible. Nous le savons bien.

Il reste que, dans des pays comme le Nicaragua, le Guatemala, et même le Honduras - j'inclurais le Costa Rica - un pas important a été franchi par les commissions de réconciliation nationale. Dans certains pays plus que dans d'autres.

J'ai laissé El Salvador en dehors car, dans ce pays, la commission de réconciliation nationale a été dissoute. A la réunion des commissions, à San José, j'ai appris que personne n'est venu d'El Salvador. C'est pourquoi j'ai dit que c'est là qu'il y a eu le plus de problèmes pour reprendre le dialogue, arriver à un cessez-le-feu et rétablir la paix dans les délais les plus courts.

Tenir une comptabilité arithmétique ou mettre une note à chaque pays en fonction de la mise en oeuvre du plan de paix est une affaire délicate et je pourrais me tromper. En général je suis satisfait des avancées et je pense que, s'il n'y avait pas eu d'accord à Guatemala en août dernier, rien de ce qui s'est produit n'aurait été possible.

D 1318-1/2

Les "contras" n'iraient pas à Managua discuter du cessez-le-feu avec le gouvernement sandiniste. La guérilla guatémaltèque ne serait pas disposée à rencontrer la commission de réconciliation nationale, comme elle l'a fait pour le 20 mai grâce à notre médiation. Les présidents ne se réuniraient pas ni ne se téléphoneraient, malgré leurs nombreuses divergences. Il n'y aurait pas de réunions des ministres des affaires étrangères aussi fréquentes qu'actuellement. Nous avons favorisé l'apparition d'un climat de détente et une amitié est née, quelles que soient les idées qui nous séparent. Nous devons reconnaître sans hésitation que tout ce qui est arrivé depuis août de l'année dernière est dû à l'accord de paix signé à notre initiative.

Dans le cas du Nicaragua, il y a encore bien des obstacles après la réunion de Sapoá, le 23 mars. Pour le Guatemala, je suis optimiste; les guérilleros et la commission de réconciliation nationale n'ont plus à se retrouver à Madrid, mais à San José (1). C'est peut-être en El Salvador que les choses sont un peu plus grises, du moins à court terme. Il va être difficile qu'avant la fin du gouvernement de José Napoleón Duarte le dialogue puisse reprendre entre le gouvernement et la guérilla. Je le regrette mais il est objectivement vrai que les conditions ne sont pas remplies, ni le climat propice, pour une reprise dans les mois qui viennent.

Dieu fasse que les circonstances évoluent, ce qui n'est pas sûr avant des mois.

[1] C'est en effet à Madrid que se sont rencontrés, en octobre 1987, les délégations de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque et du gouvernement (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)